

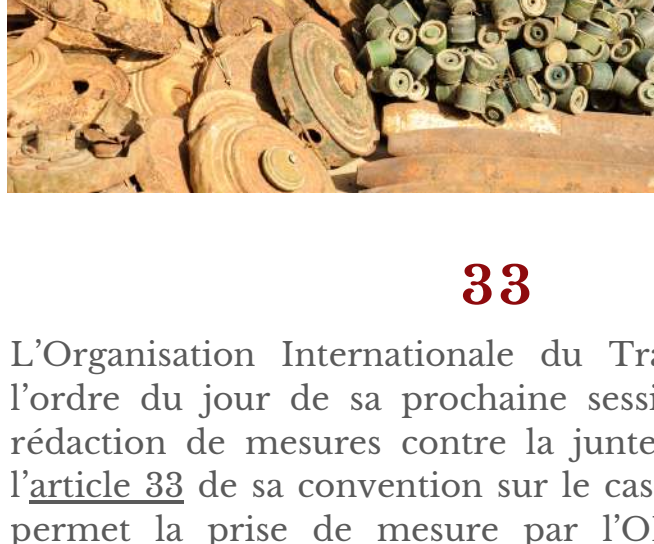
Les chiffres

30

Seuls 30% des enfants de moins de 5 ans dans les zones sous contrôle des forces anti-junte dans l'État Karenni, qui contrôle une grande partie de l'Etat, ont pu recevoir les vaccinations de base. Un chiffre inquiétant, qui fait craindre le retour de maladies évitables et potentiellement mortelles.



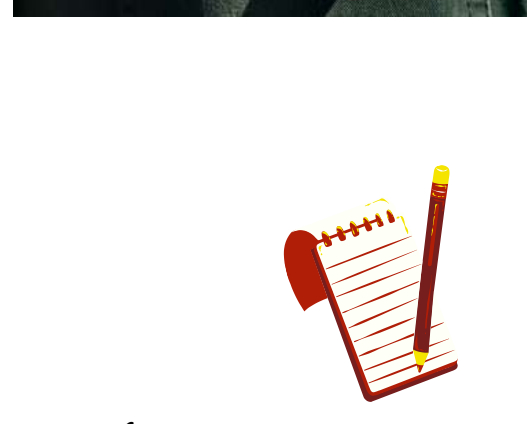
1 003



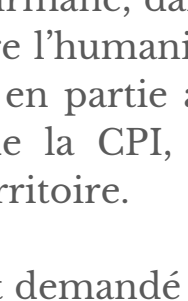
C'est le nombre de victimes lié aux mines anti personnelles et aux restes explosifs de guerre en Birmanie en 2023. Pour la première fois, la Birmanie devient le pays au monde où il y a le plus de victimes, pourtant, ces chiffres sont largement sous-évalués: « Combien de plus ? Le double ? Le triple ? Très probablement... Il n'y existe aucun système de surveillance médicale dans le pays qui puisse fournir des données officielles sous quelque forme que ce soit », selon les auteurs du rapport.

33

L'Organisation Internationale du Travail-OIT a mis à l'ordre du jour de sa prochaine session (mars 2025), la rédaction de mesures contre la junte via l'activation de l'article 33 de sa convention sur le cas birman. Cet article permet la prise de mesure par l'OIT en cas de non application des résultats de la commission d'enquête et ouvre la voie à des sanctions contre la junte.



Brèves



COUR PÉNALE INTERNATIONALE : UNE PREMIÈRE VICTOIRE CONTRE L'IMPUNITÉ

Le procureur de la Cour Pénale Internationale - CPI a demandé fin novembre un mandat d'arrêt à l'encontre Min Aung Hlaing, actuel chef de la junte birmane, dans le cadre de l'enquête ouverte en 2019 pour les "crimes présumés contre l'humanité de déportation et de persécution commis à l'encontre des Rohingya, en partie au Myanmar et au Bangladesh". Si la Birmanie n'est pas signataire de la CPI, le Bangladesh l'est, et une partie des crimes instruits ont eu lieu sur son territoire.

Cinq ans après l'ouverture de l'enquête, c'est le premier mandat d'arrêt demandé et d'autres seraient à venir selon la déclaration du procureur. Une première étape décisive dans la quête de justice des Rohingya mais aussi de l'ensemble des peuples birmans. Jamais une telle procédure n'avait visé un citoyen et responsable birman, portant un coup sévère aux ambitions de légitimation et de crédibilité de la junte.

Pour rappel, de multiples acteurs birmans se sont engagés dans le combat contre l'impunité de la junte à l'international, ne pouvant demander justice à l'intérieur des frontières à l'heure actuelle. Ainsi des plaintes sur la base de la compétence universelle ont été déposées notamment aux Philippines, en Turquie, en Argentine et une procédure est en cours auprès de la Cour Internationale de Justice portée par la Gambie. Enfin, le NUG a déclaré reconnaître l'autorité de la CPI en juillet 2021. Une déclaration qui n'a pour le moment fait l'objet d'aucune réaction officielle de la cour, mais qui pourrait permettre aux Etats membres de référer la situation birmane au procureur.

LA CHINE S'ENGAGE À UN SOUTIEN DIRECT À LA JUNTE

La position ambivalente de la Chine en Birmanie a longtemps été une source d'espoir, cette dernière engageant à la fois, avec la junte et des groupes anti-junte, notamment l'alliance de la fraternité à l'origine de l'opération 1027 qui avait rebattu les cartes du contrôle territorial dans la nord du pays. Les récents développements ne laissent malheureusement plus de doute sur le soutien total de Beijing à la junte.

L'implication chinoise auprès de la junte ne se limite plus à la fourniture d'armements et d'équipements, ainsi qu'à des pressions sur des groupes armés pour un cessez-le-feu. Une force de sécurité conjointe entre Beijing et Naypyidaw a été annoncée, ce qui sera une première implication directe des troupes chinoises, probablement via des entreprises de sécurité privées, sur le territoire birman. Officiellement, Beijing souhaite protéger ses intérêts économiques et ses ressortissants en Birmanie, mais la présence de troupes fixes chinoises sur des lieux stratégiques n'a pas attendu cette annonce. On ne connaît pas encore les détails de l'accord à venir, qui certes souligne l'incapacité militaire du SAC mais fait craindre un changement radical dans le conflit. Quelles seront les modalités d'engagements de la force des troupes chinoises ? Où seront-elles positionnées et avec quelles capacités de mouvement ? Le SAC, en défaite militaire constante depuis des mois, sera t-il en capacité de limiter l'autonomie des troupes chinoises ?

En parallèle, Beijing détient le leader de la MNDAA, qui contrôle notamment la ville de Lashio, à afficher son mépris du Gouvernement d'Unité Nationale-NUG considéré trop proche de l'occident, et maintient ces frontières fermées. La TNLA, qui contrôle Mogok et avait annoncé en début de mois une réforme de la politique minière de la ville au rebis, se dit désormais prête à négocier un cessez-le-feu avec le SAC, du fait des attaques aériennes et de "son appréciation de l'effort de médiation de la Chine".

CRISE HUMANITAIRE, LA FAMINE AU PORTE DE LA BIRMANIE

Début novembre, le Programme des Nations Unies pour le Développement - PNUD lançait l'alerte sur les risques d'une famine imminente dans l'Etat Rakhine. "La production alimentaire nationale ne couvrira que 20 % des besoins d'ici mars-avril 2025", combinés avec notamment l'isolement de l'Etat et les restrictions nationales et internationales sur les marchandises entrantes, le PNUD conclut que "sans une action urgente, 95 % de la population (dans l'Etat Rakhine) passera en mode de survie".

Si la crise économique et les intempéries sont en partie cause de ce drame annoncé, c'est bien une politique humaine qui en est la source principale. L'aide humanitaire subit des blocages massifs du fait de la junte et du choix renouvelé des agences de l'ONU de travailler avec la junte. L'armée poursuit sa logique de punition collective en bloquant le passage des biens et en limitant celui des personnes dans l'Etat Rakhine, mais aussi dans l'ensemble des zones hors de son contrôle. La fermeture des frontières avec la Chine et de celle du Mizoram en Inde, ainsi que l'absence de programme d'aide transfrontalier conséquent au Bangladesh et en Thaïlande préfigurent une généralisation du risque de famine à l'ensemble des États ethniques du pays.

Selon le dernier rapport de l'OCHA sur la situation humanitaire en Birmanie, 18,6 millions de personnes sont dans le besoin. Parmi eux, ces programmes n'ont essayé d'aider que 5,3 millions de personnes, soit moins de 28% des personnes nécessitant une aide selon leurs propres estimations. Le plan de réponse humanitaire 2024, alors que nous arrivons en fin d'année, n'est financé qu'à hauteur de 34%. Le pays compte officiellement 3,5 millions de déplacés internes-IDP et un nombre inconnu de réfugiés (les pays frontaliers ne reconnaissant pas ce statut), aucun camp de réfugiés ou IDP avec les habituelles organisations internationales n'a été mis en place. La vie de millions de birmans dépend désormais de la volonté politique de la communauté internationale de soutenir un changement de l'approche humanitaire en Birmanie.

DONNEZ-NOUS LES MOYENS D'AGIR

Depuis 1996, Info Birmanie se mobilise sur la situation des droits humains et relaie les voix de la société civile birmane. Faire un don à Info Birmanie, c'est soutenir :

- Nos enquêtes et notre plaidoyer qui cible notamment les ressources de l'armée birmane
- Notre action de relai des voix de la société civile birmane et de l'information, au cœur de la lutte contre la junte militaire



Info Birmanie a besoin de votre soutien pour poursuivre ses enquêtes et actions de plaidoyer qui ciblent notamment le domaine de l'aviation et les ressources de la junte birmane.

L'association se mobilise à travers des campagnes inter-associatives, des manifestations, la publication d'informations dans la presse, sur les réseaux sociaux et via notre newsletter, des rendez-vous avec des élus et des représentants du Ministère des Affaires Européennes et Étrangères, et des mises en relation, pour visibiliser et expliquer la situation en Birmanie.

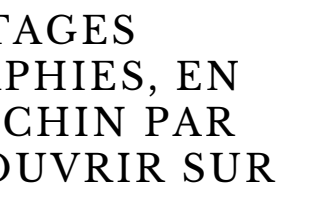
Alors que la Birmanie est négligée par la communauté internationale, malgré l'intensité du conflit qui s'y déroule et l'ampleur de la crise humanitaire, notre action est plus que jamais nécessaire.

Notre indépendance est primordiale pour mener à bien notre plaidoyer politique et nos actions de sensibilisation auprès du public francophone. Notre budget dépend des dons des associations et des particuliers.

Info Birmanie étant une association reconnue d'intérêt général (loi 1901), tout don ou adhésion font l'objet d'une déduction fiscale de 66%, un don de 100€ ne vous coûtera que 34€.

Rendez-vous sur notre page Hello Asso

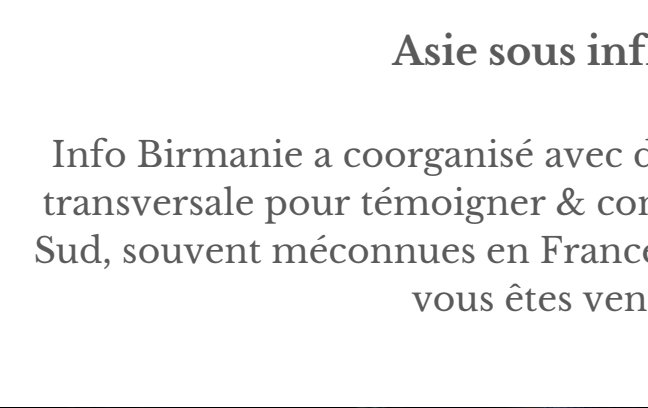
Podcast



BIRMANIE: LA POPULATION VICTIME DES MINES ANTIPERSONNEL

Vatican News, 5 min

Portfolio / Reportage



SÉRIE DE QUATRE REPORTAGES ILLUSTRÉS DE PHOTOGRAPHIES, EN IMMERSION DANS L'ÉTAT CHIN PAR ROBIN TUTANGES, À DÉCOUVRIR SUR SLATE

LE POÈTE QUI AVAIT LEVÉ UNE ARMÉE, REVUE XXI

REPORTAGE DE GUILLAUME PAJOT ET PHOTOGRAPHIE DE TA MWE ; 18 PAGES EN IMMERSION AU CÔTÉ DE MAUNG SAUNGKHA

L'image du mois

Asie sous influence, Asie en résistance

Info Birmanie a coorganisé avec de nombreux partenaires cette première journée internationale de commémoration & de mobilisation et de résistance en Asie du Sud, souvent méconnues en France. Quatre tables-rondes et une soirée spectacle où vous êtes venus nombreux. Merci à vous.

